

THÈME MAJEUR n° 3

LES USAGES DE L'HISTOIRE ET LA RESPONSABILITÉ DE L'HISTORIEN

François Bédarida : Discussant

Trois points méritent d'être mis en évidence : le pouvoir des historiens, la multiplicité des usages qu'ils font de l'histoire, l'étendue de leurs responsabilités.

1/ En apparence le pouvoir de l'historien se situe à un rang modeste dans l'échelle du pouvoir. De fait, il est incontestable que dans la société il ne détient ni le pouvoir économique ni le pouvoir politique. Néanmoins ce serait une grave erreur de sous-estimer la réalité de son impact. Car son pouvoir n'appartient pas seulement à la catégorie du pouvoir intellectuel, il va bien au-delà, puisque l'on a parlé à son sujet de "magistère", voire de "sacerdoce" laïque. Et cela pour deux raisons. D'abord, dans la mesure où la discipline historique ne se contente pas de transmettre du savoir, mais également véhicule des valeurs, elle bénéficie d'une véritable autorité morale. Ensuite, et plus encore, l'historien, en tant qu'agent primordial de la formation de la conscience historique de ses contemporains, apparaît investi d'une mission. N'est-ce pas lui qui pour une large part fournit les clefs de lecture nécessaires à la compréhension aussi bien du présent que du passé ? Qui du reste pourrait nier l'influence de l'historiographie sur le cours de l'histoire et son action dans la sphère publique, soit qu'il s'agisse d'une historiographie de commande, voire à

demi légendaire, soit que cette historiographie émane d'un savoir historique produit par un *verax historicus* ?

Signe de ce pouvoir : en Occident, au XIX^e siècle — celui que l'on a qualifié de "siècle de l'histoire" —, les historiens ont joué un rôle capital dans le développement de la conscience nationale. Du même coup l'histoire s'est vue octroyer une place privilégiée dans la formation de la jeunesse, tout particulièrement dans l'enseignement primaire et secondaire, situation qui aujourd'hui se trouve renforcée et relayée par les médias — radio, cinéma, télévision. En Chine, selon Ku Weiyong, dans la longue tradition historique du pays, les deux instruments d'analyse principaux, le *baobian* (éloge/blâme) et le *jinghi* (art du politique), qui ont pour fonction d'apporter l'ordre et la paix dans la société, ont favorisé jusqu'au XX^e siècle une historiographie conservatrice et conformiste. Et même le fait d'être enregistré dans les écrits des historiens est apparu comme une marque d'immortalité (*buxiu*) !

2/ Si les usages de l'histoire sont aussi multiples, c'est que celle-ci est destinée à répondre aux interrogations du temps présent. La démarche de l'historien est, en effet, dans la dépendance directe de la demande sociale : c'est elle qui dans une large part lui pose les questions et lui désigne les objets historiques sur lesquels il travaille. ¹ En ce sens, selon le mot de Croce, "toute histoire est contemporaine". De là tant de querelles et de controverses à travers les âges. Loin que l'histoire s'écrive "au-dessus de la mêlée", l'historien — il convient de le reconnaître franchement — est tributaire de son temps, de son milieu, de ses croyances, de ses positions idéologiques, de la mémoire collective, de son échelle de valeurs. C'est pourquoi, dans la mesure où l'histoire est inséparable de l'historien, comme l'a démontré jadis avec brio Henri Marrou ², la conscience historique que construit l'historien est pour une part le produit du déploiement de sa conscience propre.

On voit par là combien aisément on glisse à une instrumentalisation de l'histoire, sur laquelle G. Iggers insiste à juste titre. Chaque chercheur doit être conscient de ce danger multiforme de réutilisation symbolique, de récupération, sinon de détournement, tant sont nombreuses les distorsions, même dans le cas d'historiens dits "scientifiques" comme Droysen inventant un

passé destiné à justifier la mission des Hohenzollern ou, pendant la Première Guerre mondiale, l'enrégimentement dans chaque camp des savants les plus éminents pour justifier la cause de leur pays. Et ne parlons pas des affabulations meurtrières de l'Académie des Sciences de Serbie...De son côté, H.W.Goetz nous montre comment les chroniques du XI^e et XII^e siècle en Occident sont délibérément tournées vers le présent afin de répondre à une fonction politique de l'histoire : l'usage du passé est conçu comme un argument aidant à dénouer les conflits et à assurer les droits des institutions, laïques ou ecclésiastiques.

Ce qui complique les choses, c'est que le problème ne se pose pas seulement dans les régimes totalitaires ou autoritaires (cas des projets de réécriture de l'histoire par Gorki à l'ère stalinienne décrits par S.Zhuraviev, ou du message nationaliste codé propagé en Pologne et en Corée du Nord selon l'étude comparative de Jie-Hyun Lim), mais que la pente est glissante même dans des pays de type libéral (cf. les utiles mises en garde d'A. De Baets). C'est pourquoi les révisions critiques sont si nécessaires par rapport aux versions consacrées par l'usage et/ou les préjugés, comme le démontre, solides arguments à l'appui, Benny Morris à propos de l'histoire récente de la Palestine.

3/ Si la relation entre usage légitime et usage abusif de l'histoire n'est ni simple ni univoque (cf.G.Iggers), cela ne fait que renforcer la responsabilité de l'historien : une responsabilité qui est triple — scientifique, civique, morale. ³ Etre responsable, c'est être appelé à rendre des comptes. Quatre paramètres gouvernent cette responsabilité. D'abord, l'indépendance, c'est-à-dire le refus de toute posture de soumission ou de subordination. Si la contestation ne garantit pas la vertu innovatrice, toute histoire conformiste et docile est *a priori* suspecte.En deuxième lieu, la liberté d'esprit est primordiale. Ici le péché majeur, c'est d'abdiquer la lecture critique du passé, cette lecture critique qui a commencé, comme le souligne François Hartog, avec Thucydide et qui permet de démêler l'écheveau des rapports du témoin (*testis* ou *martus*) et de l'historien, un problème omniprésent dans l'historiographie d'aujourd'hui.

Autre paramètre : en ces jours où fait rage le débat sur la différence entre histoire et fiction, il apparaît capital de maintenir fermement la *réalité* du passé. Ce que Paul Ricoeur a magnifiquement exprimé : "A travers le document et au moyen de la preuve documentaire, l'historien est soumis à ce qui un jour fut. Il a une dette à l'égard du passé" qui fait de lui "un débiteur insolvable".⁴ D'ailleurs c'est cette même exigence de base qui permet de combattre et réduire les faussaires, falsificateurs et autres "assassins de la mémoire" (voir sur ce point W.Kansteiner et F.Hartog).

Enfin, sans rêver au *noble dream* d'une objectivité illusoire, mais sans s'abandonner au relativisme désespérant d'une subjectivité débridée, on doit rappeler que l'objectivité n'est pas la neutralité⁵. Et, en matière de responsabilité de l'historien, il y a quelque réconfort à rappeler que le critère premier — et l'atout majeur — de la science historique, c'est d'être régie par des sources, ce qui soumet la discipline à un haut niveau de rigueur et au culte de la *regula veritatis*.

NOTES

¹ Cf. Krzysztof Pomian, *Sur l'histoire*, Paris, Gallimard, 1999 ; sur le Moyen-Age, voir Bernard Guenée, *Histoire et culture historique dans l'Occident médiéval*, Paris, Aubier, 1980.

² H. Marrou, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, 1954

³ Cf. *Diogène* n° 168, octobre-décembre 1994, "La responsabilité sociale de l'historien" (éd. fr., anglaise, esp.) ; F. Bédarida, "L'historien régisseur du temps : savoir et responsabilité", *Revue historique*, n°605, janvier-mars 1998.

⁴ P. Ricoeur, *Temps et récit*, Paris, Seuil, 1985, vol. III, p.203 (tr. angl.).

⁵ Cf. T. Haskell, *Objectivity is not Neutrality*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1998.